

Samedi, 20 Février 1999

**REUSSIR LES ELECTIONS EUROPEENNES
APPEL AU DEBAT**

Un certain nombre de personnalités européennes réunies à Lisbonne, sous l'égide de l'Association "Notre Europe", présidée par Jacques Delors, ont souhaité, alors que s'amorcent, dans chacun de nos pays, les campagnes en vue des élections européennes, tracer les grands axes de ce qui devrait être un véritable débat démocratique sur l'Europe, au-delà des clivages idéologiques traditionnels. Le nouveau Parlement Européen, compte tenu des prérogatives que lui confèrent les traités, aura un rôle déterminant à jouer dans les années à venir.

Pour ce faire, elles sont parties sur la base d'un rapport de Felipe González, de l'analyse du monde en mutation, avant d'essayer d'en tirer les conséquences pour l'Union Européenne.

Quels que soient les remarquables progrès de la construction européenne, au cours des 15 dernières années, la plupart des citoyens s'interrogent et veulent comprendre : pourquoi l'Europe ? L'Europe devient fréquemment le bouc émissaire de tous les maux nationaux, la crainte de la mondialisation est là, les dirigeants ne sont souvent plus en mesure de définir un projet, ni de lui donner une identité, ils restent sur la défensive. Il faut impérativement retrouver confiance en soi et espoir en l'avenir.

Oui, le monde est en mutation rapide : globalisation de l'économie, mondialisation du système financier, révolution technologique, notamment dans le domaine de l'information. Les conséquences de cette mutation sont multiples. On peut en isoler trois : le rétrécissement spectaculaire des marges des politiques macro-économiques menées au niveau national, les difficultés d'adaptation des pratiques démocratiques à l'ère des médias et de l'opinion publique, la recherche difficile d'un nouveau rôle pour l'Etat, au sens du pouvoir politique représentatif et de la politique en général. Sans parler de toutes les implications de la chute du communisme, et donc de la disparition de la bipolarité, avec l'émergence de nouveaux risques sur toute la planète.

Les pères fondateurs de l'Europe, composée alors de seulement six pays, disposaient d'un ethos, la recherche de la paix et de la compréhension mutuelle entre les hommes, et d'une menace clairement identifiée, le totalitarisme.

Aujourd'hui, comment, sans renier le passé, définir le nouveau projet européen, et tenter de tirer parti de l'Union Européenne, pour affronter les défis du monde en mutation ?

Les dysfonctionnements actuels sont bien connus : problèmes de la prise de décision et du fonctionnement démocratique, déséquilibre -contraire à l'esprit et à la lettre du Traité- entre le pouvoir économique et le pouvoir monétaire à l'intérieur de l'UEM, élargissement décidé sans bien mesurer la réalité des problèmes à prendre en compte, absence de réflexion sur l'adéquation entre les objectifs et les moyens institutionnels, entre les politiques souhaitables et les ressources financières mises à la disposition de l'Union.

Pour être utile, le débat devrait tourner autour de cinq questions centrales :

1. Que voulons-nous mettre en commun, dans les domaines économique, social et culturel ?

La réponse à cette question implique d'abord d'analyser en profondeur le contenu des politiques communes telles que développées depuis les origines, pour redéfinir celles qui, menées au niveau européen, apportent une réelle valeur ajoutée aux actions menées aux niveaux national et régional.

2. Que pouvons-nous raisonnablement mettre en commun en matière de sécurité, de justice, d'immigration et de droit d'asile (le troisième pilier de Maastricht), afin de garantir la pleine jouissance de l'espace de libertés que nous avons créé ?

Il convient à cet égard de tenir compte de l'extraordinaire diversité des traditions et situations nationales et donc, de progresser pas à pas. La lutte, en commun, contre toutes les formes de criminalité internationale, paraît à notre portée, et est donc une priorité.

3. Que voulons-nous mettre en commun dans le domaine de la politique extérieure et de sécurité, pour garantir un rôle dans le monde en harmonie avec ce que nous représentons

d'un point de vue économique, commercial et culturel ? Car, aujourd'hui, nous sommes faibles pour décider, et forts pour payer les factures des décisions prises par d'autres.

Là aussi, une démarche progressive s'impose et réclame que l'Union détienne, dans une main unique, pour mener une action commune, tous les atouts dont elle dispose : diplomatiques, économiques, techniques, financiers.

4. De quelles institutions avons-nous besoin, pour permettre à l'Union de travailler et d'agir dans la transparence, de gagner en efficacité et en pratiques démocratiques ?

Des aménagements peuvent d'ores et déjà apporter un grand progrès, sans modification du Traité actuel. Mais, il est évident que le grand élargissement ne pourra réussir que par l'adaptation du cadre politique et institutionnel.

5. Comment accomplir cette tâche historique, qui est de réunifier l'Europe, par un élargissement réussi au service de tous les Européens ?

En réalité, le projet européen ne sera pas caractérisé par la quantité de pouvoir transféré vers le Centre, mais par la qualité de ce que chacun fait pour être plus efficace (subsidiarité), tout en respectant l'identité et la cohésion afin que tous se sentent impliqués dans un projet commun.

Si ces trois critères de la subsidiarité, de l'identité, et de la cohésion étaient mieux définis, si les cinq questions posées ci-dessus étaient vraiment débattues, alors la campagne pour les élections européennes prendrait tout son sens pour l'avenir de l'Europe.

*

C'est pourquoi le Comité Européen d'Orientation va prendre l'initiative d'organiser, dans plusieurs capitales européennes, et avant le début de la campagne électorale proprement dite, des séminaires de réflexion à caractère pluraliste, provoquant un débat salubre et débouchant sur des réponses aux problèmes posés. Il y invitera des personnalités des pays membres, soucieuses, par le sentiment de responsabilité qui les anime vis-à-vis de l'avenir et des jeunes générations, de clarifier les grands choix et de contribuer à l'avenir de la construction européenne.

Ainsi, espère-t-il, dans l'esprit qui a caractérisé ses précédentes propositions "politiser le débat", contribuer à une campagne électorale vivante et concrète, portant sur l'avenir des Européens.

Les réflexions et les séminaires se poursuivront ensuite pour apporter toutes les contributions à des Assises sur l'Europe, que nous voulons organiser au printemps de l'année 2000.
